

**André Gandillon**

**NATION ET  
NATIONALISME**

*suivi de :*

**Populisme et souverainisme**

EDITIONS NOTRE COMBAT



NATIONAL - SOCIAL - RADICAL

La seule manière d'appréhender et de comprendre le réel est de s'en tenir aux faits. Nous devons toujours nous efforcer de voir le monde tel qu'il est en évitant d'en déformer la perception à travers le prisme de nos rêves ou de nos fantasmes. C'est à partir de ce seul réalisme que nous serons en mesure d'établir une connaissance solide du monde qui nous entoure, des multiples et complexes phénomènes qui l'animent et en modifient sans cesse le visage et le contenu.

### ***Le fait national, réalité incontournable***

Dans l'ordre du réel, relativement à l'être humain, il existe un fait incontournable, sans lequel aucune pensée sociologique et politique sérieuse ne peut être construite : le fait national, qui s'identifie sous différentes formes selon les âges et les lieux.

Aussi loin que l'on remonte dans l'histoire, nous constatons l'existence de groupes humains, de sociétés humaines, ayant chacun et chacune une identité propre, distincte et unique, développant une culture et une civilisation inimitables. Dès la plus haute antiquité, on distingue les pôles civilisationnels sumérien en Mésopotamie, chinois avec la vallée de la Wei, égyptien, indien avec la civilisation de Mohendjo Daro, indo-européen, pour ne citer que les plus importants et les plus connus. Plus nous avançons dans le temps, plus nous observons une diversification des sociétés humaines

affirmant une personnalité spécifique, phénomène qui n'est rien d'autre que la manifestation saine de la force vitale propre au monde animé. Il n'est que de considérer le nombre immense de peuples cités par les auteurs de l'Antiquité gréco-romaine, depuis les Hyperboréens au nord jusqu'aux « faces brûlées », les Aetiopes, au sud, ou encore des tribus celtes d'Irlande aux peuplades d'Asie centrale, Alains et autres Gépides ou Huns Hephtaliques.

De cette multitude de peuplades et de peuples ont émergé et continuent d'émerger des entités plus solidement et durablement constituées. Elles alimentent au fil du temps et des événements une conscience de plus en plus développée et aiguë de leur spécificité identitaire, laquelle atteint son développement maximum et sa perfection lorsque le peuple ainsi formé, organisé en une société structurée et inévitablement hiérarchisée se constitue en État, autrement dit existe par elle-même, se suffit à elle-même, en toute indépendance par rapport aux peuples et populations qui le voient.

### **Qu'est-ce que la nation ?**

Ainsi se constitue une Nation ; elle unit des hommes sentant dans leur cœur qu'ils sont un même peuple parce qu'ils ont une communauté d'idées, d'intérêts, d'affections de souvenirs et d'expérience. Réalité historique, la nation est une unité historique différenciée dans l'universel par ses propres identité et unité de destin. Communauté de destin dans l'universel, selon la formule de José Antonio Primo de Rivera, la nation existe comme une entité organique dont la vie et la santé de chacune des parties complémentaires et indispensables les unes aux autres, dépend de la totalité, l'existence de cette dernière étant réciproquement tributaire de la vie de chacune de ces parties constitutives. Dans une nation, on se sauve ensemble ou on périt ensemble.

Toute nation s'est animée dans le passé en sachant accomplir des missions universelles, dans la mesure où la culture qu'elle développe est une expression particulière réfléchie, pensée de l'ordre universel ; elle vivra dans l'avenir en accomplissant d'autres, animée par la foi et la légitimité de son existence et de ses actes. Détruire la mission d'une nation, affaiblir la foi en sa légitimité, vouloir n'en faire qu'un fait relatif et contingent, c'est-à-dire refuser le devoir qui naît aujourd'hui de l'œuvre d'hier, revient à la détruire. Synthétisée dans le sentiment de patrie, la nation est une unité totale, organique où s'intègrent tous les individus et tous les corps intermédiaires, tant des générations présentes que passées, le patrimoine spirituel et culturel de ses membres. Elle ne peut être confondue avec cette idée de nation artificielle, constructiviste, nominaliste et individualiste issue des principes de 1789.

Cette réalité nous l'éprouvons en nous-mêmes. Lorsque nous naissons, nous ne sommes pas seulement un être humain ; nous naissons comme Français, comme Allemand, comme Espagnol... selon l'origine de nos parents. Même âgés de quelques secondes, en poussant notre premier vagissement, nous sommes vieux de siècles de culture, de civilisation. Nous avons l'âge de la civilisation que nos aïeux ont édifié à force d'intelligence, d'efforts, de sueur et de sang. Au-delà de l'hérédité génétique qui est propre à chacun de nous, notre personnalité ne peut s'épanouir pleinement et harmonieusement qu'à l'intérieur de l'ensemble communautaire national dont nous sommes issus. Plus encore, nous ne pouvons atteindre à l'Universel que par la médiation de la nation, de notre culture nationale, incarnation particulière en quelque sorte de l'Universel.

Face aux étrangers, face à ceux qui ne sont pas membres de notre communauté nationale, nous existons certes en tant que personne, mais nous existons aussi en tant que membre de notre communauté civilisationnelle.

Nous constituons et représentons aux yeux des étrangers à la fois une parcelle et la totalité de la nation dont nous sommes membres. Notre sort, notre destin, la souveraineté de notre personne, autrement dit de notre liberté d'être et d'agir, sont liés au sort, au destin et à la souveraineté de la nation dont nous sommes les enfants : que cette nation soit asservie et notre personnalité sera brimée, privée de son total épanouissement en tant que telle. Et renierions-nous nos origines qu'il nous faudrait adopter aussitôt une autre culture, nous affilier à d'autres origines : nous ne pouvons échapper au fait identitaire, au fait national. Personne ne peut faire abstraction de son identité culturelle et civilisationnelle.

De toutes les libertés humaines, la plus précieuse est l'indépendance de la patrie écrivait Maurras. En effet, c'est seulement à travers cette indépendance que peuvent être garanties : la sécurité des biens et des personnes, le développement et l'accomplissement total de la personnalité de chacun, la préservation du patrimoine moral et intellectuel qu'il nous appartient de faire fructifier.

Que l'on détruise les nations, comme certaines organisations apatrides et mondialistes tentent de le faire, - l'Euroland maastrichien en étant objectivement le relais pour l'Europe : du magma informe qui en résulterait, surgiraient de ce chaos de nouvelles différenciations culturelles civilisationnelles, selon le lieu, l'histoire spécifique de chaque groupe humain vivant en un lieu et dans des conditions déterminées.

Le fait national, même s'il n'a pas toujours revêtu la même forme et la même appellation qui sont les siennes depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, est donc une réalité dont on ne peut faire abstraction, de même que l'on ne peut dans l'ordre des sciences physiques ignorer la réalité de la pesanteur ou de l'attraction universelle. Pour sa part, le christianisme considère les nations comme faisant partie de la condition de l'humanité et la Bible, dès le récit de la Genèse évoque l'histoire de la Tour de Babel,

symbole d'une humanité mélangée, comme une malédiction pesant sur les hommes et dont un célèbre tableau de Breughel l'Ancien nous donne l'image.

### *Qu'est-ce que le nationalisme ?*

Dès lors, le nationalisme est une ligne de conduite s'efforçant en permanence de résoudre chaque question, chaque problème, par rapport à la nation.

Cela consiste à traiter chaque sujet en fonction d'un seul critère : assurer le bien commun de la nation sous tous les aspects que celui-ci peut revêtir. Le nationaliste est celui qui conduit sa réflexion en se demandant à chaque instant : est-ce que telle décision, telle attitude est bonne pour une nation ? Si d'un point de vue mystique et poétique, transcendantal, le nationalisme est l'amour de l'éternelle et inébranlable métaphysique d'une nation, de son être intime, sous une acception personnelle, le nationalisme se rapporte à la volonté de se donner les moyens de maintenir ou de créer les conditions permettant d'assurer la pleine souveraineté et l'entier développement de notre personne aux fins de la réalisation de ce en vue de quoi nous avons été créés, d'assurer la sécurité et l'épanouissement de notre famille et en premier lieu de nos enfants, de se soucier de leur devenir, en ayant conscience de n'être que l'usufruitier d'une richesse dont nous sommes les dépositaires et les continuateurs le temps de notre vie.

Il est cette pensée, cette philosophie qui affirme l'intégrité de notre personne, physiquement et spirituellement, et par conséquent œuvre par tous les moyens appropriés à assurer la pérennité de la nation dont nous sommes membres, celle-ci étant le cadre, l'écrin sans lequel l'intégrité de notre personne est menacée. Autrement dit, le nationalisme apparaît comme une pensée prônant la volonté de défendre l'être de son pays, la volonté de lui donner les moyens

de renforcer sa puissance et sa grandeur afin de transmettre à nos descendants l'héritage que nous avons reçu en usufuit, plus grand, plus beau, plus solide que nous l'avons reçu. Le nationalisme est l'expression même de la force vitale de chaque citoyen conscient de son identité et de toute nation désireuse de se propulser dans l'avenir en s'appuyant sur les fondements solides du passé qui l'ont amené à être ce qu'elle est présentement. Le nationalisme est l'ensemble des forces de vie qui s'opposent à celles qui visent à détruire la nation.

Dès lors, être nationaliste c'est être réaliste. Et le nationalisme, la pensée nationaliste sont éminemment réalistes, ne peuvent être que réalistes, ne prenant en compte que les seuls faits et expériences avérés. Par conséquent, la vérité étant selon la définition traditionnelle l'adéquation de la pensée au réel, la pensée nationaliste est éminemment vraie, elle est la pensée de la vérité, relativement à la dimension immanente de la Création, mais tout autant dans sa dimension transcendante sans laquelle elle serait incomplète, désinformée.

### ***Le nationalisme n'est pas qu'une idéologie***

Lorsque l'on qualifie le nationalisme d'idéologie, c'est l'amoindrir, le ravalier au rang des idéologies matérialistes, utilitaristes qui dominant le monde, et en particulier le monde européen depuis deux siècles.

Prenons l'exemple du libéralisme et son opposé, le socialisme, comme de leur dernier avatar en date, le mondialisme. Ce sont des systèmes intellectuels construits à partir d'idées purement abstraites, à partir d'une certaine conceptualisation du réel, réalisé en projetant des idées préconçues et des fantasmes dans un contexte historique donné. Les communistes ont toujours parlé d'utopie sociale en voulant réaliser le paradis sur terre et les libéraux, par la voix de l'un de leurs porte-parole autorisé, Pascal Salin, a déclaré

dans son ouvrage *Libéralisme* publié cette année, que le vrai libéralisme est une utopie. Quant au mondialisme, c'est l'utopie du marché mondialisé avec son corollaire, la prolétarianisation généralisée de l'humanité.

Le libéralisme, au contenu des plus flous, il s'est essentiellement soucié d'efficacité économique, au point de réduire la société à sa seule dimension économique et à aboutir à la penser en terme d'un ensemble de marchés, omettant la cohésion sociale. Oubliant, sinon refusant de considérer chaque société, chaque peuple autrement que sous forme d'une addition arithmétique d'individus mus par leur seul intérêt égoïste, ignorant la dimension relationnelle et humaine de la notion chrétienne de personne, évacuant la notion de bien commun (en tant que meilleur de chaque bien particulier) au profit de celle d'intérêt général, le libéralisme fait passer par pertes et profits le fait national, de même que le caractère organique des communautés humaines identitairement constituées qui forment l'humanité. Il ne connaît que la matière, ignore l'âme.

A contrario, le socialisme, dans son acception dominante, voulant remédier à l'individualisme et à ses conséquences, envisage la cohésion sociale, sans pour autant considérer les liens organiques qui constituent précisément la substance de la société. Partant de l'individu isolé, considéré comme un objet arithmétique, il reconstitue une société sans personnalité et identité culturelle, une addition d'individus. Le contrat social qu'il propose n'a plus de spécificité ethno-culturelle : il occulte le caractère identitaire présent au sein de tout être humain et de toute communauté humaine. Ces deux idéologies ont pour point commun et tare congénitale d'être des constructions géométriques, idéalistes, sans rapport avec la réalité complexe de la vie. Tout au plus, ils en constituent une mauvaise modélisation. Niant ou occultant la réalité de l'être de chair, ils ont enfanté le mondialisme qui généralise leurs prémisses en envisageant une nation-monde, unifiée dans un marché mondialisé



composé d'individus supposés interchangeables qu'ils soient Scandinaves ou Aborigènes. La pensée nationaliste, à leur différence, considère non pas l'individu, mais la personne dans son tissu relationnel communautaire, imprégné d'une identité unique et inassimilable à toute autre et créé en vue d'une fin, n'ignore en rien les corps intermédiaires qui constituent une société humaine et plus encore une nation. Il les prend en compte et les considère comme des éléments complémentaires et indispensables à la bonne marche de la nation et se préoccupe de leur assurer les meilleures conditions de fonctionnement et de développement. Le nationalisme est donc d'une autre nature que ces idéologies, filles de circonstances historiques fugitives.

### ***La pensée nationaliste transcende les idéologies***

Désigner le nationalisme comme une idéologie de droite, ou plus à droite que libéralisme réputé de droite parce que défendant la propriété par opposition au socialisme qui serait de gauche parce que collectiviste, est simplificateur et sans objet. Le nationalisme est d'abord une pensée droite, qui recherche la droiture, en ce sens que la pensée nationaliste s'efforce de s'ancrer sur le socle stable du réel, de le serrer au plus près, recherchant la roche dure au lieu de se contenter de quelque sol incertain mais porteur de mirages. D'ailleurs, dans nombre de métiers manuels, à commencer par la menuiserie, on recherche l'ordre, la droiture : le premier souci d'un menuisier n'est-il pas de dresser une planche, de la dégauchir, autrement dit de la rendre droite, utilisable ?

Certains éléments des idéologies de droite paraissent se retrouver dans le nationalisme, comme le respect de la liberté d'entreprendre, du droit de propriété ; mais d'autres éléments réputés de gauche, comme le souci de la solidarité, autre appellation de la nécessaire cohésion communautaire, sont aussi des éléments de la pensée nationaliste.

À cela, rien d'étonnant : le nationalisme les transcende dans la recherche du bien commun national et du renforcement de la puissance de la nation ; il donne un contenu autrement plus riche que celui communément développé par les tenants de ces idéologies. Les notions de droite et de gauche n'ont en effet de sens qu'autant qu'elles sont issues de l'éclatement de la société droite, traditionnelle, informée par la Révélation chrétienne, à la suite de son incapacité, à partir de la Renaissance des XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles, à actualiser son principe au fil du développement de la société chrétienne d'Europe. La gauche est en effet l'expression dévoyée des carences de la pensée et de la société européennes traditionnelles à un moment de leur développement (notamment aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles), la droite n'étant ensuite que la continuation toujours plus altérée de cette tradition dans la mesure où elle s'est construite défensivement en réaction à la pensée de gauche.

Explicitons ce caractère partiel des idées dites de droite et dites de gauche. Par exemple, le droit de propriété libéral, tel qu'il fut dès le XIX<sup>e</sup> siècle théorisé entre autre par le juriste Daunou, n'est plus qu'un droit, celui de faire ce que l'on veut de son bien. La pensée nationaliste, soucieuse du tout national, reprenant en cela la pensée traditionnelle, telle que l'a énoncée Saint Thomas d'Aquin après Aristote, reconnaît le droit de propriété mais grevé des devoirs qui incombent au propriétaire. Comme le rappelait encore Quesnay, le physiocrate bien connu au XVIII<sup>e</sup> siècle, un propriétaire foncier qui laisse en friche son bien, ne concourant donc pas à la richesse commune, n'est plus fondé à faire valoir son droit de propriété.

Dans le domaine de la solidarité, de la prise en compte de la cohésion sociale, le nationalisme, là encore, dit tout autre chose que les intellectuels gauchistes : il se réfère à la notion de caritas, théorisée par saint Thomas d'Aquin notamment, cette charité au contenu bien plus riche que la simple distribution d'aumônes à laquelle on l'a réduite.

Il ne s'agit pas de dépouiller l'un d'une manière vengeresse pour habiller l'autre, d'ériger l'envie et la jalousie comme moteur d'action, mais d'avoir le souci de bienveillance envers son prochain, envers ses concitoyens. Il suit que la préoccupation sociale vise avant tout le bien commun lequel passe, outre le souci de cohésion sociale par la volonté de faire bénéficier chaque membre de la communauté nationale des fruits de l'effort et de l'enrichissement de la nation. Elle respecte la personnalité de chacun dans sa totalité. Se fondant sur l'observation expérimentale de l'ordre universel et non pas sur des postulats idéels intellectualisés, la pensée nationaliste prend en compte à ce titre le fait national mais aussi ce phénomène réel qu'est la lutte inévitable entre chaque nation, entre chaque peuple, lutte qui n'est pas nécessairement militaire mais qui s'exprime en termes de rapports de forces, constituant un équilibre dynamique, remis en cause à chaque instant, de manière imperceptible mais produisant de grands effets sur le long terme, faisant que, inévitablement celui qui s'affaiblit est dominé par plus fort que lui.

Dans le contexte contemporain, le nationalisme vise à instruire les citoyens de leur histoire, à redonner la fierté d'être à chaque peuple, à lui faire refuser toute abdication de sa personnalité et de sa souveraineté qui mettrait son existence en péril. Pour cela il rejette et combat sous toutes leurs formes, les entreprises de subversion des fondements de sa personnalité et de son être : ainsi, à notre époque, il dénonce et combat la permissivité illimitée en matière de morale et de mœurs qui dégénère en une culture de mort avec pour emblème l'avortement, crime qui délégitime à lui seul tous les régimes qui le légalisent et même l'encouragent comme c'est le cas de l'État républicain français. Il prône et œuvre à la restauration des piliers sans lesquels aucune société saine ne peut être établie solidement et durablement.

## *L'intemporalité du nationalisme*

En fait, s'il revêt des formes propres à chaque époque de l'histoire, le nationalisme n'a pas d'âge. Il n'est pas une « troisième voie », expression typiquement fabienne et maçonnique : il est la voie du réalisme, la seule voie qui tienne en politique et plus généralement dans la conduite de la vie. Même s'il n'apparaissait pas en tant que tel, en tant que concept parfaitement identifié et dénommé, ce que nous appelons à la suite de Maurice Barrès le nationalisme a été le souci de tous les chefs d'État dignes de ce nom, à commencer par nos rois de France, même si les dernières décennies de l'Ancien régime ont souffert d'une ossification sociale terreau de la funeste Révolution française ; le souci d'assurer le bien commun, de veiller à la cohésion et à la bonne marche de la société et du peuple à la tête desquels ils se plaçaient et dont ils incarnaient l'être n'est ni libéral, ni socialiste : il est par essence nationaliste. Leur tâche était de maintenir en état de fonctionnement et améliorer si besoin était ce que nous pouvons désigner sous l'appellation de système immunitaire de la nation et de l'État, à savoir, assurer l'ordre public, la sécurité des frontières par toute mesure appropriée, développer l'identité de la communauté nationale en encourageant les arts et la culture se développant à partir du tronc d'une tradition civilisationnelle immémoriale et unique qui en constitue la substance de la personnalité.

Pour ce faire, selon la terminologie usuelle, il fallait être conservateur dans certains domaines, être révolutionnaire ou réformateur dans d'autres. Ainsi, en économie, il fallait tantôt encourager ce que d'aucuns appelleraient le libéralisme en dissolvant les scléroses qui tendaient à paralyser la vie sociale et l'activité économique, tantôt prendre des mesures interventionnistes et sociales pour éviter que ne se déchire le tissu social. Tel est le souci des nationalistes que nous sommes pour les temps présents et futurs.

Le nationalisme et la tradition Intemporel dans sa nature, le nationalisme se réfère à la tradition, plus encore s'inscrit dans la tradition ; il est d'essence traditionnelle.

Toutefois, devant les différentes interprétations du concept de tradition, il paraît indispensable d'en préciser le sens.

Bien souvent, les traditionalistes rapportent le présent au passé. Ce n'est pas sans raison : comment comprendre le présent et envisager l'avenir si l'on fait abstraction du passé ? Le nationaliste ne fait pas table rase du passé : il construit l'avenir en s'appuyant sur le socle ainsi formé. Or la tradition n'est pas circonscrite au passé. Elle est bien plus que cela. La tradition est atemporelle ; elle ne s'identifie pas à ce qui est ancien mais à ce qui est permanent. Elle n'est pas le contraire de la nouveauté, de la modernité ; elle est le cadre dans lequel doivent se réaliser les « novations » pour être bénéfiques et constructives. La tradition n'est pas un état mais un processus créateur, une réalité vivante. Il ne s'agit pas de restaurer quelque état antérieur disparu corps et bien comme les hommes qui l'ont produit mais de donner une forme s'inscrivant dans l'époque qui est la nôtre, à ce qui est de toujours.

Par exemple, ce n'est pas être traditionaliste mais passéiste que de vouloir conserver ou rétablir des usages, des modes de vie caractéristiques d'une époque donnée, telle celle du Second Empire, ou plus près de nous ce qu'on a appelé la Belle Époque, au motif que cette époque était moins décadente que la nôtre et qu'on l'idéalise à l'aide de quelques cartes postales. Il ne faut pas confondre la tradition et la nostalgie d'un temps révolu et les principes éternels qui sous-tendent une société saine et insufflent l'âme caractéristique et unique d'un peuple au travers des âges.

On peut comparer un peuple, une nation à un édifice corallien qui n'est grand que par la conjonction de la grandeur du travail accompli par les générations coralliennes disparues et du labeur de la couche supérieure, vivante qui continue à en édifier les structures

selon des aspects qui leur sont propres mais en respectant la structure inhérente à leur construction sans laquelle le récif meurt, devient fossile.

C'est de cette référence à ce qui a été accompli, aux règles éternelles sans lesquelles aucune société saine et durable ne peut exister que les esprits malveillants ou aveuglés usent pour discréditer les nationalistes, ceux qui veulent poursuivre la construction de l'édifice culturel et civilisationnel en dignes héritiers de leurs plus grands prédécesseurs. C'est s'appuyer sur les épaules des géants qui nous ont précédé pour s'élever plus haut encore. « Du passé faisons table rase » n'est pas un principe novateur et constructif ; c'est une maxime de néantification du réel, de régression, de refus du savoir accumulé expérimentalement au cours des âges ; c'est l'expression de l'orgueil de l'homme se prenant pour un Dieu alors qu'il n'est qu'un élément de l'ordre universel aux lois duquel il est soumis.

### **Rétablir l'ordre naturel de la vie**

Le nationalisme n'est pas, comme on le laisse accroire complaisamment, l'individualisme des peuples. Il est une conception privilégiée de l'homme à l'univers. Tout nationaliste sait que la nation dont il est membre est constitutive de l'ordre universel et notamment de l'humanité faite d'une pluralité de peuples et de nations. Chacun doit aimer la nation dont il est le fils et par l'intermédiaire de laquelle il atteint à l'universel. De même que naturellement on aime ses parents plus que ceux des autres sans pour autant les mépriser et les haïr, il est dans l'ordre du monde d'aimer sa nation plus que toute autre nation étrangère, sans pour autant la mépriser et la haïr. Aimer sa nation, l'aider à grandir ne signifie pas adopter une attitude arrogante envers les autres peuples, refuser a priori toute relation pacifique avec eux.

Affirmer sa personnalité ne veut pas dire que l'on nie ou abaisse celle des autres. Mais cela implique que l'on sache la promouvoir légitimement, la faire respecter par tout moyen approprié, sans oublier ses droits et ses devoirs vis à vis de l'ordre créé.

Aujourd'hui, on fustige le nationalisme comme étant un extrémisme. Là encore, il s'agit d'un faux débat, d'une présentation erronée du nationalisme, volontaire ou involontaire. Le nationalisme n'est ni extrême ni modéré : parce qu'il est réaliste, il est rigoureux. De même qu'un travailleur ne peut réussir dans sa tâche qu'en étant respectueux ne serait-ce que des règles élémentaires sans lesquelles rien de bien n'est réalisable, une nation ne peut être forte et souveraine qu'autant que ses dirigeants et ses membres agissent avec droiture, rigueur et sérieux. Toute critique du nationalisme n'est rien d'autre que le refus de ces valeurs, de ces vertus, quand il ne s'agit pas de faire, par quelque côté que ce soit, si faiblement soit-il, l'éloge du laxisme rebaptisé libéralisme ou tolérance. Tout cela s'entend relativement aux faiblesses propres à la nature humaine et à l'imperfection de nos constructions humaines, car il ne s'agit pas non plus de verser dans le puritanisme pervers qui est le contraire du pragmatisme inséparable de toute attitude concernant le règne du vivant. Être nationaliste n'est rien d'autre qu'agir de manière pragmatique et sans dogmatisme pour maintenir ou rétablir l'ordre des choses tel qu'il doit être.

Aussi, les nationalistes se trouvent aujourd'hui à la pointe du combat pour la survie de la civilisation, à commencer par la civilisation européenne et chrétienne. Les nationalistes français, en œuvrant à la défense et à la renaissance de la France si gravement menacée, concourent à cette action salutaire.

# **Le Populisme et le Souverainisme des leurres patriotiques**



La 24<sup>e</sup> université du Club de l'Horloge a été consacrée, en décembre 2008 au populisme. Le populisme est en effet un mouvement qui connaît un certain développement en Europe et il est important d'en analyser la nature. Tel sera l'objet de la présente étude.

Les mouvements qualifiés de populistes ont pour caractère commun de s'inscrire dans le cadre du système qu'ils sont sensés critiquer et rejeter.

Certes, ils se révoltent contre le mondialisme niveleur et négateur des peuples et des nations. Certes, ils relatent le sentiment de nombreuses couches de la population qui ressentent un malaise à voir leur cadre de vie bousculé, qui sont indignés du mépris de la part d'un pouvoir qui affiche sa sollicitude envers les étrangers légaux ou illégaux, qui sont victimes d'une société où l'ordre public n'est plus assuré efficacement, de la dégradation de leur niveau de vie.

Ils bénéficient de ce point de vue d'un courant naturel de sympathie de ceux qui refusent le déclin de leur pays. Les solutions proposées, comme le recours à la démocratie directe, à la restauration de l'autorité, à la prise de mesures destinées à protéger l'identité et à affirmer la souveraineté des États ne peuvent, là encore, qu'être bien reçues par nombre de contempteurs des dérives actuelles.

Pour autant, ces mouvements populistes développent-ils une action politique adaptée à la situation ? Plus profondément, leur programme répond-il de manière appropriée aux défis de l'heure ? Telles sont les questions auxquelles nous devons répondre.

### **La signification du « populisme »**

Tout d'abord, quelle est la signification du terme de « populisme » ? Dans populisme, il y a peuple. Or ce mot revêt au moins deux acceptions. Considéré en tant que communauté humaine, le peuple se rapporte à cette communauté de destin dans l'universel, dotée d'une identité spécifique et unique qui la distingue des autres communautés qui l'entourent ; mais il fait aussi référence au peuple, en tant qu'entité sociologique, à savoir la masse, la plèbe par opposition à l'élite.

Il est clair que, si les populistes se réfèrent à la première acception, les tenants du régime se réfèrent à la seconde. Autant la première définition donne une assise d'essence nationaliste, autant la seconde est péjorative : elle témoigne d'une volonté de mépriser et de disqualifier des mouvements qui s'appuient sur le corps de la population, ce corps étant dépeint comme replié sur lui-même et constitué des éléments inférieurs de la société, de ces petites gens présentées comme incultes et manipulées par quelque démagogue aventurier. La manière dont ont été traités les électeurs et les militants du Front national lors des élections où ce parti a obtenu de substantiels succès comme en 2002 suffit à illustrer cette analyse.

Suspecte, cette connotation l'est d'autant plus dans la mesure où l'appellation de populisme n'est pas le fait des tenants de ce courant mais celui de ceux qui fabriquent le discours officiel ou officieux,

à savoir les analystes et autres journalistes politiques inféodés au système ou en étant les porte-parole. Mais, pour fâcheux que ce soit, cela ne suffit pas à discréditer les mouvements populistes.

Par ailleurs, ces mouvements revêtent bien des particularités selon les États et les régions du globe où ils sont apparus et se sont développés. Au-delà de la revendication de s'appuyer sur les classes moyennes ou inférieures de la population, quels rapports y a-t-il entre le « populisme » d'un Hugo Chavez ou d'un Evo Morales et le « populisme » d'un Berlusconi et de ses alliés ou du Front national en France, voire le « populisme » de Vladimir Poutine en Russie ?

Notre propos doit donc être resserré sur ce qui nous concerne directement à savoir les mouvements « populistes » nés dans les États de l'Union européenne, l'UE.

### **Une incohérence fondamentale**

La première caractéristique des mouvements populistes réside dans le fait qu'ils se veulent être des mouvements électoralistes et démocrates. Ils ne visent à rien d'autre que d'être reconnu et surtout acceptés institutionnellement, autrement dit, acceptés et reconnus comme des organisations politiques respectables, au même titre que les organisations régimistes existantes. En définitive, leur aspiration est d'accéder au pouvoir pour appliquer leur politique par le truchement respectueux de la démocratie électorale et de participer ainsi à l'alternance démocratique qui constitue l'essence même du jeu de la démocratie dite représentative.

Ils contestent seulement les dérives du système, à savoir l'idéologie mondialiste, le droit-de-l'hommeisme, tout ou en partie selon les personnes, l'immigration massive qui menace la stabilité de nos sociétés, la logique du libre-échange absolu.

Mais c'est justement là que le bât blesse. Ils ne se rendent pas compte, ou ne veulent pas se rendre compte que le système démocratique, posé et absolutisé comme principe universel, est devenu indissociable des dérives politiques qu'ils dénoncent. Par conséquent, leur attitude ne peut être que très inconfortable. Il existe en effet une contradiction certaine entre le fait de vouloir être membre actif à part entière du système en bénéficiant de l'honorabilité afférente et développer des critiques sérieuses quant à son fonctionnement et à son évolution alors que ceux-ci lui sont inhérents.

En fait, cette attitude s'explique par une erreur fondamentale que commettent les populistes : ils se disent et se pensent comme étant sincèrement démocrates, convaincus que, malgré des défauts qu'ils n'hésitent pas à mettre souvent en valeur, la démocratie est encore le moins mauvais des systèmes politiques et qu'il est possible de l'amender. Plus encore, peut-être, pensent-ils qu'il est illusoire de songer à l'instauration de tout autre système, le monde en place étant là pour très longtemps, en tout cas à longueur d'éternité pour une vie d'homme. Certes, ils peuvent bien envisager qu'il se produise des catastrophes, mais rien qui puisse remettre fondamentalement en cause la marche du monde et son organisation.

Ce n'est pas tout. En se préoccupant seulement d'électoralisme, les partis populistes oublient ou feignent d'ignorer que le pouvoir démocratique repose, comme l'avait bien analysé Augustin Cochin à propos de la Révolution française, sur des sociétés de pensée discrètes, agissant en arrière-plan de la scène politique mais étant les véritables détentrices du pouvoir. De ce fait, elles ne sont pas atteignables par le système électoral dans la mesure où ce sont elles qui en détiennent les clefs et qui le manipulent. La nature du système démocratique fait que le pouvoir politique institutionnel n'est pas nécessairement le centre réel du pouvoir.

Le seul moyen de s'emparer du pouvoir est d'en investir les centres effectifs que sont les sociétés de pensée. Or celles-ci sont trop bien organisées pour se laisser subvertir de manière significative. Dès lors, sauf à développer les siennes propres et à conquérir le terrain que celles-ci ont su opiniâtrement occuper au fil de dizaines d'années, avant d'espérer prendre le pouvoir démocratiquement, l'option réformiste devient caduque par impossibilité.

### *L'épreuve de l'histoire*

De ce fait, vouloir modifier la politique d'un système en devenant un rouage de celui-ci relève de l'impossibilité. Le système dispose d'un nombre suffisant de pare-feu, de filtres immunitaires pour éviter de se laisser gangrener légalement, pour se laisser investir de l'intérieur.

Certes, dans l'histoire il y a eu des accrocs, le principal étant l'accession au pouvoir d'Adolf Hitler par les voies légales en 1933. Mais le système a été tellement effrayé de cet événement qu'il a mis en place un puissant appareil de défense allant jusqu'à lobotomiser les intelligences, de telle manière qu'un tel danger de subversion est, à vue d'homme, circonscrit. Certes, des accrocs peuvent se produire mais ne concernent pas un pays d'importance majeure. Le cas du Venezuela d'Hugo Chavez, par exemple, dérange mais Chavez lui-même n'est pas en mesure de subvertir le système et de le mettre à bas dans son propre pays, pour peu qu'il le veuille. Plus encore, certains « populistes » arrivent au pouvoir mais ne conservent qu'un vernis : le cas du Brésilien Lula da Silva est éloquent.

Observons maintenant ce qui se passe dans les États européens où un parti populiste a obtenu un succès électoral tel qu'il a pu accéder au gouvernement comme en Autriche et au Danemark. Néanmoins, il convient de remarquer qu'il n'y sont parvenus qu'en situation de parti d'appoint au sein d'une coalition, ce qui revient à en émousser fortement la capacité d'agir. Quel est leur bilan ? En Autriche, la ligne directrice du pouvoir n'a pas été modifiée : l'immigration, pièce maîtresse du programme, y est toujours aussi peu maîtrisée après le passage de l'ÖVP de feu Jörg Haider qu'auparavant. Au Danemark, les lois sur l'immigration ont été renforcées ; mais elles ne mettent pas pour autant le Danemark à l'écart de la pression immigrationniste qui assiège le continent européen. Il y a seulement un frein ; mais pour combien de temps, dans la mesure où en démocratie parlementaire, l'alternance politique est le lot des gouvernements.

En Italie, la Ligue du Nord, préoccupée des seuls problèmes régionalistes de la plaine padane, est présentée comme parti populiste et le gouvernement de Berlusconi n'est pas le plus à gauche des gouvernements dits « de droite ». En fait, rien de substantiel ne change : l'Italie continue à souffrir des mêmes maux économiques, n'a pas enrayé l'immigration incontrôlée ; mieux, le gouvernement laisse le patronat faciliter l'immigration et les régularisations.

En fait, ces partis populistes parviennent à participer au pouvoir parce qu'au fond, ils partagent pour l'essentiel la même philosophie démocratique que leurs partenaires, ainsi que nous l'avons déjà signalé.

### **Du bon usage de l'électoralisme**

Pour autant, faut-il rejeter le combat électoral ? Non, mais à condition de ne pas se laisser prendre dans les rets du système, à condition de ne pas être dupe et de n'en faire qu'un outil parmi d'autres pour lutter contre le système. L'utilisation du mécanisme électoral,

compte tenu de ce qui a été énoncé précédemment, ne doit pas avoir pour objectif de contribuer au fonctionnement du système ou du régime mais de servir les intérêts des organisations – ou, mieux – de l’organisation qui s’y oppose et le combat. Le parti bolchevique avant 1917 avait su le comprendre.

Les moyens de ce service sont multiples et dépendent des circonstances. C’est un outil médiatique dans la mesure où les élections permettent de faire connaître des idées, de constituer un courant de masse qui aidera à établir des ramifications dans tout le pays. Ce peut être un moyen d’investir, au hasard des événements, tel ou tel poste d’influence, notamment la conquête de mairies de petites localités, celle de certains postes-clefs ou d’observation dans telle ou telle organisation, comme les prud’hommes qui ne sont pas à proprement parler des institutions politiques ; cela peut constituer des relais toujours utiles. Il ne s’agit pas de vivre coupé du monde, mais dans celui-ci et de savoir en utiliser les outils qu’il nous offre à son corps défendant. Mais il faut toujours prendre garde à ne pas se laisser séduire par les sirènes du système toujours promptes à agir. Seuls, un état d’esprit révolutionnaire – et non pas réformiste – et une bonne formation doctrinale permettent d’éviter ces écueils.

Il ne faut pas tomber dans les travers de ceux qui, ayant obtenu quelque siège dans une assemblée, se pressent de jouer les forces de proposition inspirées de leur programme populiste pour aider à l’amélioration du système. Car toute aide revient à combattre contre son propre camp dans la mesure où l’on peut contribuer à renforcer l’adversaire et à fourbir ainsi des armes contre soi-même. Et même, si au sein d’assemblées des propositions allaient dans le sens souhaité, il est impossible de les voter dans la mesure où, d’une part, n’étant pas établies par nos propres soins elles sont inévitablement d’une inspiration philosophique différente : en d’autres termes, il s’agit de faux amis. En outre, même dans l’hypothèse d’école

où elles seraient pleinement conformes à nos vœux, elles ne pourraient être cautionnées car leur mise en application ne pourrait être que mal conduite dans la mesure où elle le serait par des gens qui ont une vision politique différente de la nôtre.

### **L'absence de doctrine**

Une autre caractéristique de ces mouvements est qu'ils n'ont pas de doctrine. Leur être réside avant tout dans une vision électoraliste des problèmes à résoudre. Ils ne disposent pas de doctrine ferme et sûre qui leur permettrait de se fixer des principes politiques non négociables, une ligne d'action qui ne se vicie pas d'accommodements liés aux faiblesses de l'électoralisme. L'absence de doctrine fait que leurs propositions subissent des variations, substantielles ou non, au fil des ans, selon les modes intellectuelles, selon les événements, selon les concessions qu'ils pensent devoir faire pour être mieux compris. Or, s'il faut se garder d'une inutile rugosité, il ne faut jamais transiger sur les principes.

D'ailleurs, lors de la 24<sup>e</sup> université du Club de l'Horloge, Didier Maupas, son vice-président, a résumé l'esprit du populisme en le présentant comme étant d'abord « *un cri de douleur des peuples européens autochtones [...] victimes de la mondialisation et qui lancent [...] un cri d'alarme face à l'immigration de peuplement* » et « *une révolte* » contre les élites mondialistes. Ces propos ne sont pas anodins. Ils révèlent que le populisme est une réaction épidermique de gens qui se sentent agressés. Il s'agit avant tout d'un sentiment ; plus encore d'une « *douleur* » et d'un « *cri d'alarme* ». Or, si pousser des cris d'alarme est toujours mieux que de rester muet, car cela prouve au moins que les gens s'aperçoivent que quelque chose ne va pas, cela ne constitue pas une pensée réfléchie ni une doctrine. Et les gémissements n'ont jamais rien produit de bénéfique.



Certes, on rétorquera que des penseurs analysent le mal qui provoque cette douleur et théorisent la réaction populiste : nous sommes en train de voir ce qu'il faut en penser. Mais la remarque de Didier Maupas est révélatrice de l'origine du mouvement populiste : la réaction de gens qui se satisfaisaient très bien du système en place avant que celui-ci ne dévoile une nouvelle étape de son développement, à savoir la volonté d'éradiquer les nations, comme le disait dès 1972 Edmond de Rothschild. Il s'agit de personnes qui n'ont toujours pas compris la nature viciée et perverse du système issu de la révolution de 1789 et conforté après 1945 en Europe. Dès lors, ils ne peuvent que présenter des armes fortement émoussées pour combattre la situation présente. En fait, ils ne représentent pas un réel danger pour celui-ci.

Économiquement, ils n'ont pas la perception de la nature du système : ils restent fondamentalement libéraux, même avec des nuances. Et s'ils critiquent la mondialisation économique, ils ne défendent pas une doctrine économique et une doctrine financière capables de conduire la politique économique nationale capable de résoudre les maux qu'ils dénoncent.

### **La souveraineté**

Quant à leur conception de la souveraineté, elle demeure nominale. Mais qu'est ce que la souveraineté ? Elle se définit par rapport à ce qui est souverain, c'est-à-dire à toute autorité d'où procèdent toutes les autres, au dessus de laquelle il n'y a rien de plus élevé.

Au point de vue des États, la souveraineté signifie une indépendance absolue en droit d'un État à l'égard de tout autre État ou autorité supérieure étrangère ou supranationale. La souveraineté se rapporte donc à la fonction de pouvoir et, précisément de pouvoir d'État dans le cas présent.

Le courant souverainiste, qui se rattache à la nébuleuse populiste, justifie son existence par sa volonté de rétablir la souveraineté des États qui est en train de se diluer dans l'Union européenne, l'UE. Leur dénonciation de la perte de l'autonomie, de l'indépendance de décision des États au profit de la Commission européenne constitue leur cheval de bataille. La dénonciation est juste ; cependant cela dénote une conception essentiellement juridique de la souveraineté. Ce que les souverainistes ont en vue est avant tout l'indépendance juridique, politique des États membres actuellement d'une UE qui les transforme en simples États fédéraux d'une fédération européenne<sup>1</sup>.

Or l'indépendance ne se mesure pas au seul point de vue du pouvoir politique. Certes, il s'agit d'un pouvoir essentiel, mais il n'est pas seul. De nos jours, il est concurrencé par d'autres pouvoirs, voire en passe – si ce n'est déjà fait – de leur être inféodé, notamment le pouvoir de la finance, le pouvoir économique de sociétés transnationales, voire le pouvoir moral et financier de ces organisations internationales, sinon internationalistes que les sont les Organisations non gouvernementales, les ONG.

Économiquement, les colossaux montants d'endettements sous toutes leurs formes, étatiques, collectivités locales sont une des formes de destruction de souveraineté. En est une autre l'organisation du travail mondial qui se met en place : elle consiste

---

1 Encore, lorsque l'on parle de souveraineté de la France, faut-il se rappeler que par deux fois, les dirigeants de la République ont voulu des abandons de souveraineté : en juin 1940 avec Raynaud et Churchill, en 1956 avec Mollet et Eden lors de l'affaire de Suez ; cela bien avant que l'on brade notre souveraineté juridique avec l'U.E.. N'y a-t-il pas une sorte de penchant malsain dans le monde politique français ?

à ce que plus aucun État ne soit en mesure de maîtriser la totalité de ses chaînes de production, tant pour l'industrie que pour l'agriculture avec les Monsanto qui détiennent le monopole des graines. Que dire des courants d'immigration allogènes qui sont poussés de toutes parts contre le continent européen ? Que dire de la manipulation des esprits fondée sur le réchauffement climatique ? Il y a une logique à l'œuvre dont il faut avoir la conscience la plus claire possible.

Comment un État peut-il être souverain, disposer d'une défense nationale sûre, lorsque la nation dont il est la colonne vertébrale a perdu la maîtrise de son économie ? Lorsque cet État voit sa souveraineté monétaire battue en brèche par la finance internationale et apatride ? Lorsque cet État se retrouve infiltré, perverti par des groupes de pression, des sociétés de pensée qui ont des ramifications avec l'étranger, à moins que celles-ci ne soient que des ramifications d'organisation étrangères<sup>2</sup> ?

Les souverainistes déplorent certes bien des travers de la présente situation, comprennent qu'il faut maintenir des industries vitales pour la nation à l'intérieur des frontières nationales mais ne présentent aucun projet capable de restaurer à terme cette souveraineté monétaire, économique, intellectuelle. Au fond, ils demeurent attachés aux principes du libéralisme économique. Les principes d'une économie orientée et d'une finance fondée sur une autre base que la monnaie d'endettement leur sont inconnus sinon étrangers. La souveraineté monétaire n'est qu'une condition préalable ; elle n'est rien sans les techniques financières appropriées.

En quelque sorte, ils veulent retrouver une organisation économique du même ordre que celle qui existait dans les années 1960, époque mythique à bien des égards pour beaucoup de gens.

---

2 Précisons, même si cela paraît casuiste, que cette remarque ne vise pas l'Église dans la mesure où, s'occupant de questions spirituelles, étant universelle, elle n'a pour rôle que d'informer les intelligences de principes formateurs qui sont aussi bien intemporels qu'universels. Les relations entre spirituel et temporel sont régies par l'adage christique « rendez à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu ».

Mais la situation a changé. L'ouvrage est gigantesque : il faudra bientôt reformer une main-d'œuvre qui aura été coupée de toute une tradition de savoir-faire de tours de mains, tout ou presque sera à reconstruire. Cela nécessitera bien autre chose que la simple revendication du rétablissement de la souveraineté nationale ; cela nécessitera de mettre en place une société de corps intermédiaires économiques.

Pour ce faire, une doctrine et une conception complètes et cohérentes sont nécessaires. Elles existent : ce sont la doctrine et la pensée nationalistes. Il semble utile de rappeler que le nationalisme, doctrine prônant la primauté du spirituel sur le matériel, est un élan vital qui refuse la mort de la nation, envisage et résout chaque problème par rapport à la France ; il est unité de doctrine, de direction et de méthode, ce que n'ont ni les partis populistes et souverainistes.

Il importe toutefois de préciser qu'il ne s'agit pas d'attaquer les personnes. Il existe parmi les membres des partis populistes et souverainistes un spectre d'opinions allant des réformistes aux opposants plus catégoriques. Il est parmi eux des gens qui prennent conscience des travers présentement dénoncés ou qui, en ayant pris conscience ou le sachant clairement dès l'origine, pensent encore jouer un rôle d'essence révolutionnaire semblable à celui décrit précédemment. Il ne s'agit pas de leur jeter d'opprobre. Le moment venu, les positions se clarifieront autour du pôle nationaliste qui constitue la matrice à partir de laquelle une direction nouvelle sera prise effectivement.